



Mouvement Européen
France
Cabourg



« VILLE EURO-CITOYENNE »



**HOTEL DE VILLE DE CABOURG
SALLE DES FETES
JEUDI 20 JUILLET 2017**



**Table ronde
« L'Europe
à mi-chemin entre les élections en France et en Allemagne 2017:
Etat des lieux »**

- 18h00 Allocution de Bienvenue, Introduction et Modération de la table ronde:
- M. Klaus-Heinrich Standke, Chevalier de la Légion d'honneur,
Président d'honneur, Mouvement Européen France, Section de Cabourg,
Président, Comité pour la coopération franco-germano-polonaise, Berlin/Cabourg
Membre d'honneur du Rotary Club Cabourg
Membre du Comité Inter-Pays France-Allemagne, Rotary International
- 18h15 Débat
- Participants :
- M. Christophe Blanchet, La République en Marche (LREM)
Député du Calvados
Membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées de
l'Assemblée nationale
Ancien Maire-Adjoint, Merville-Franceville
 - M. Bernard Deladerrière,
Vice-Président, Mouvement Européen, France
Président de la Circonscription Nord-Ouest du MEF
Président, Mouvement Européen, Section Seine-Maritime
 - M. Hans Herth,
Membre du Présidium, Fédération des Associations Franco-Allemandes pour l'Europe
(FAFA), Paris
- Débat entre les intervenants et le public
- 19h30 Clôture :
- Mme. Nicole Mabire, Présidente, Mouvement Européen France, Section de Cabourg



Christophe Blanchet

Klaus-Heinrich Standke

Hans Herth

Bernard Deladerrière

Photo © Sandrine Jean

Introduction par M. Klaus-Heinrich Standke

Bienvenue en plein été à notre table ronde !

Nous remercions M. Tristan Duval, Maire de la Ville de Cabourg, qu'il a bien voulu – une fois de plus – mettre la Salle de Fêtes de l'Hôtel de Ville à notre disposition.

Je salue en particulier M. Christophe Blanchet parmi nous. A peine élu comme Député du Calvados il nous fait le plaisir et l'honneur d'assister à notre table ronde sur l'avenir de l'Europe. C'est un bon signe !

Nous nous trouvons exactement à mi-chemin entre les élections des deux plus grands pays de l'Europe connus aussi sous le nom du « couple franco-allemand » : La France a vu le résultat du deuxième tour des législatives le 18 juin 2017 et l'Allemagne connaîtra ses élections au Parlement national, le Bundestag, le 24 septembre 2017. Un état des lieux de la situation politique en Europe aujourd'hui à mi-chemin des deux évènements nous paraît donc particulièrement opportun.

Merci d'être venu si nombreux !

Il y a quatre mois, le 25 mars 2017, l'Union Européenne a célébré à Rome avec faste ses 60 ans.

Le matin de cet anniversaire, au Capitole, les représentants de la Commission et de 27 Etats-membres (sans les Britanniques, sur le départ), ont eu la cérémonie qu'ils souhaitaient : Une magnifique photo de famille. Les discours se sont enchaînés sans interruption, revenant tous sur la nécessité d'une Europe unie, solidaire, régénérée. Le premier ministre italien Paolo Gentiloni a beaucoup insisté sur les questions sociales, la nécessité de réorienter l'UE vers la lutte contre la pauvreté et les inégalités...

C'est Donald Tusk, président du Conseil européen, qui a eu les paroles les plus fortes. « *Prouvez aujourd'hui que vous êtes les leaders de l'Union, que vous pouvez prendre soin de ce grand héritage que nous ont confié les héros de l'intégration européenne il y a soixante ans* », a-t-il exhorté, rappelant au passage avoir vécu plus de la moitié de sa vie derrière le rideau de fer, dans un pays « *où il n'était même pas possible de rêver des valeurs européennes.* » Un message transparent pour une partie des capitales de l'Est refusant toujours de prendre leur part de réfugiés pour soulager la Grèce ou l'Italie.

Dans leur déclaration, les 27 se sont engagés à « *agir de concert, si nécessaire à des rythmes différents et avec une intensité différente, tout en avançant dans la même direction, comme nous l'avons fait par le passé, conformément aux traités et en laissant la porte ouverte à ceux qui souhaitent se joindre à nous plus tard* ». Ils ont aussi réaffirmé que leur « *Union est une et indivisible* », en réponse explicite au Brexit. « *L'Europe est notre avenir commun* », conclut la déclaration.

Pour animer un débat de substance sur l'avenir de l'Union le Président de la Commission M. Jean-Claude Juncker a soumis à cette occasion aux Chefs d'Etat un Livre blanc offrant 5 scénarios d'action à leur choix un texte en forme ce qu'on appelle dans le jargon diplomatique d'un « livre blanc ».¹

Le livre blanc expose cinq scénarios qui se situent entre '*le tout*' ou '*le rien*', '*le maximum de l'intégration*' ou le '*minimum*'. Chacun des scénarios offre un aperçu sur ce que pourrait être l'état de l'Union à l'horizon 2025, en fonction des choix que fera l'Europe – ou plutôt l'ensemble des 27 pays membres qui forment ensemble l'Union européenne. Les scénarios, couvrent un éventail de possibilités pour construire l'unité d'une UE à 27 membres :

- **Scénario 1: S'inscrire dans la continuité** – L'UE-27 s'attache à mettre en œuvre son programme de réformes positives, dans l'esprit de la communication de la Commission de 2014 intitulée «Un nouvel élan pour l'Europe»² et de la déclaration de Bratislava adoptée le 16 septembre 2016 par l'ensemble des 27 États membres.³
- **Scénario 2: Rien d'autre que le marché unique** – L'UE-27 se recentre progressivement sur le marché unique, les 27 États membres étant incapables

¹ Commission européenne, Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'UE27 à l'horizon 2025, COM (2017) 2025, Bruxelles 1^{er} mars 2017

² Jean-Claude Juncker, Un nouvel élan pour l'Europe: Mon programme pour l'Emploi, la Croissance, l'Équité et le Changement démocratique Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne. Discours d'ouverture de la session plénière du Parlement européen, Strasbourg, le 22 octobre 2014

³ Conseil Européen, Déclaration et feuille de route de Bratislava, 517/16, 16 9 2016

de trouver un terrain d'entente dans un nombre croissant de domaines d'action. En 2025, la situation pourrait être la suivante:

- **Scénario 3: Ceux qui veulent plus font plus** – L'UE-27 continue comme aujourd'hui mais permet aux États membres qui le souhaitent de faire plus ensemble dans des domaines spécifiques tels que la défense, la sécurité intérieure ou les affaires sociales. Une ou plusieurs «coalitions de pays volontaires» se dégagent.
- **Scénario 4: Faire moins mais de manière plus efficace** – L'UE- 27 concentre ses efforts sur des domaines d'action choisis où elle fournit plus de résultats plus rapidement, et réduit ses interventions dans les secteurs où son action est perçue comme n'ayant pas de valeur ajoutée. Elle centre son attention et ses ressources limitées sur les domaines qu'elle choisit.
- **Scénario 5: Faire beaucoup plus ensemble** – Les États membres décident de mettre en commun davantage de pouvoirs, de ressources et de processus décisionnels dans tous les secteurs. Les décisions sont adoptées dans des délais plus courts au niveau européen et sont rapidement mises à exécution

Le livre blanc était la contribution de la Commission européenne au sommet de Rome, à l'occasion duquel l'Union a eu l'occasion de débattre ses réalisations au cours des 60 dernières années mais également de son avenir à 27. Le livre blanc marquait le coup d'envoi d'un processus dans lequel les 27 États de l'UE décideront de l'avenir de leur Union. Pour encourager ce débat, la Commission européenne, en collaboration avec le Parlement européen et les États membres intéressés, préconise - d'ailleurs en termes similaires M. Emmanuel Macron dans sa campagne d'élection ⁴ - une série de «Débats sur l'avenir de l'Europe» dans les villes et les régions partout en Europe.

Seulement deux mois après le grand anniversaire de Rome un des six pays fondateurs de l'Union Européenne, c'est-à-dire la France, a organisée des élections présidentielles suivis par des élections à l'Assemblée nationale. Il est étonnant que le Livre blanc et ses cinq scénarios sur l'avenir de l'Europe préparé avec beaucoup de soin par la Commission Européenne y a joué aucun rôle.

Similaire au Brexit en Royaume Uni la question complexe de l'Europe aux élections françaises s'est vue finalement réduite à une question simple et simpliste :

« *Etes vous pour ou contre l'adhésion continue de la France à l'UE ?* »

La candidate Marine le Pen s'est prononcée clairement pour une sortie de la France de l'Union européenne : « *Renégocier les traités européens. Organiser un référendum sur le maintien ou non de la France dans l'Union européenne. Sortir de l'euro et de Schengen...* ».

⁴ Emmanuel Macron „Nous donnerons la parole au peuple. Nous proposerons des conventions citoyennes dans toute l'Europe dès la fin de l'année 2017... », Programme En Marche!, 2017

Par contre, le candidat Emmanuel Macron pour sa part s'est prononcé également clairement pour une France intégrée en Europe: « *Pas de question de sortir de l'UE ou de quitter la zone euro . Doter la zone euro d'un budget, d'un Parlement et d'un ministre de l'économie... ».*

Les résultats sont connus.

Mais qu'est-ce que cela signifie pour notre réunion intitulé « L'Europe à mi-chemin entre les élections en France et en Allemagne 2017: Etat des lieux » ? Notre point de départ est marqué par le départ annoncé du Royaume Uni de l'Union européenne. C'est la première fois dans l'histoire de l'Union qu'un pays membre quitte la famille européenne. Les causes du départ annoncé ont un intérêt particulier également pour les autres 27 pays membres puisque un sentiment latent d'Euro scepticisme n'est pas un phénomène britannique seul.

Dans un référendum, qui a eu lieu le 23 juin 2016, une majorité de 51,89% des votants britanniques s'est prononcée contre l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne.

- Ils ont voulu mettre fin à la suprématie au droit européen
- Par peur d'une immigration incontrôlée garantie par les quatre libertés de l'UE, à savoir
 1. la libre circulation des biens,
 2. la libre circulation des capitaux,
 3. la libre circulation des services,
 4. la libre circulation des personnes.
- Par peur d'un flux de réfugiés incontrôlés
- Par manque de conviction de l'obligation de verser annuellement 11,3 mrd.€ au budget européen - en deuxième position après l'Allemagne (14,3 mrd.€) et après la France (5,5 mrd.€) - comparé à la quota que Royaume Uni obtient en retour.

Les mêmes arguments ont été avancés par la candidate Marine Le Pen dans la campagne présidentielle du FN en France.

Dans son programme d'action « En marche » le candidat Macron lui aussi n'a pas voulu laisser l'Union Européenne comme elle se présente actuellement. Il a avancé des réformes visant en premier lieu la zone euro qui regroupe 19 des 28 pays de l'UE qui ont adopté l'euro comme monnaie unique.

En plus le candidat Macron – réaffirmé après son élection par le Président Macron - a mis l'accent sur dix champs d'action à l'échelle européenne:

- 1) Nous construirons une Europe qui développe nos emplois et notre économie Pour pouvoir investir beaucoup plus qu'aujourd'hui, nous voulons un budget de la zone euro par un Parlement de la zone euro et exécuté par un ministre de l'Economie et des Finances de la zone euro.
- 2) Nous lutterons contre les arrangements fiscaux entre États et entreprises multinationales

Ils faussent la concurrence en Europe, comme celui entre Apple et l'Irlande qui a été sanctionné. La France se montrera exemplaire en ce domaine.

- 3) Nous réserverons l'accès aux marchés publics européens aux entreprises Qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un *Buy European Act*.
- 4) Nous généraliserons Erasmus et l'étendrons aux apprentis
200.000 étudiants et apprentis français partiront chaque année dans un pays de l'Union européenne
- 5) Nous construirons une Europe qui nous protège
Nous proposerons avec l'Allemagne une Europe de la défense associant les pays volontaires, en créant un Fonds européen de défense qui financera des équipements militaires communs (comme les drones européens) et un Quartier Général européen permanent.
- 6) Nous construirons une Europe qui protège nos industries stratégiques
Nous voulons un mécanisme de contrôle des investissements étrangers en Europe afin de préserver nos secteurs stratégiques
- 7) Dans la discussion du Brexit, nous défendrons l'intégrité du numérique en Europe
Toutes les entreprises qui y accèdent doivent être soumises aux mêmes disciplines
- 8) Nous créerons un marché unique du numérique.
Un fonds de capital-risque permettra de financer le développement des start-ups européennes
- 9) Nous créerons un marché unique de l'énergie
Nous fixerons un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union
- 10.) Nous donnerons la parole au peuple.
Nous proposerons des conventions citoyennes dans toute l'Europe dès la fin de l'année 2017 pour redonner un sens au projet européen. Ces conventions aboutiront à un projet qui sera ensuite adopté par tous les pays qui le souhaitent. Aucun État membre n'aura le pouvoir de bloquer cette nouvelle étape.⁵

Lors de son discours devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles le 3 juillet 2017, le Président de la République a expliqué en quelle manière il souhaite que son programme ambitieux pourrait être concrétisé et je le cite:

« Je crois fermement à l'Europe...

Nous avons une tâche au quotidien à mener, humblement. Je l'ai commencé, grâce au mandat du peuple, d'avoir une Europe qui protège davantage, de procéder aux réformes indispensables, de porter l'ambition européenne dans de nombreux sujets qui font notre quotidien. Mais cela ne suffira pas. Il revient à la France de prendre l'initiative et je souhaite le faire, dans les prochains mois, grâce et par le travail étroit que j'ai d'ores et déjà engagé, en particulier avec la Chancelière d'Allemagne. »⁶

Pour accentuer l'importance que le nouveau Gouvernement français donnera dans le cadre de la mise en œuvre de la politique extérieure de la France désormais à l'Europe, le Ministère aux Affaires étrangères a changé son nom. Symboliquement il est donc appelé '*Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*'.

« L'Europe d'abord... ».

⁵ Emmanuel Macron. Programme En marche, Villejuif 2017

⁶ Présidence de la République, Service de Presse, Discours du Président de la République au Congrès, Versailles – Lundi 3 juillet 2017

Avant de passer la parole à mes collègues et amis européens sur le podium, j'aimerais de présenter en conclusion quelques observations personnelles sur le rôle de l'Europe dans la vie politique actuelle en France et en Allemagne :

a.) Le rôle de l'Europe en France 2017

Il est évident que le Mouvement Européen France en vue de la victoire politique de M. Emmanuel Macron aux Présidentielles suivi par la victoire de son Mouvement 'La République en Marche' aux Législatives était soulagé. Quand-même le MEF doit rester vigilant. La victoire des pro-Européens en France est fragile. Dans leur attitude envers l'Europe' le pays reste toujours divisé :

- On se souvient qu'en 2005 lors d'un référendum national la notion d'une Constitution européenne a été rejeté par 54,68 % des votants français comme résultat d'un ressentiment largement senti dans l'hexagone à l'égard de l'Union Européenne.
- En 2017, Si on considère le score accumulé pendant le premier tour des présidentielles en 2017, on constate une position à l'égard de l'Europe aussi alarmante que pendant le référendum de 2005 : 49,54 % des votants ou 17,3 millions voix, ont exprimés leur mécontentement profond ou même leur hostilité envers l'Europe⁷

b.) Le rôle de l'Europe aux élections en Allemagne 2017

L'appartenance de l'Allemagne est incontesté dans la campagne électorale des partis politique traditionnels. La seule exception est le Parti Alternative für Deutschland (AfD) qui plaide pour une sortie de l'Allemagne de la zone Euro et une ré-introduction du Deutsche Mark comme monnaie nationale. Une démarche similaire fait partie du programme du FN en France.

Au grand chagrin de M. Martin Schulz, ancien Président du Parlement Européen et candidat (SPD) pour le poste du Chancelier, la Chancelière Angela Merkel (CDU) se ne laisse pas engager par lui dans un dialogue dévoilant les intentions des uns et des autres concernant l'avenir de l'Europe. Avant les élections en septembre 2017 en Allemagne elle préfère dans sa stratégie électorale de ne pas devenir trop spécifique à ce sujet.

⁷ Marine Le PEN, FN : 21,30 % « Renégocier les traités européens. Organiser un référendum sur le maintien ou non de la France dans l'Union européenne. Sortir de l'euro et de Schengen... ».

Jean-Luc MELENCHON La France insoumise, Redéfinir une politique européenne de la dette souveraine. Dénoncer le traité sur la stabilité, la coordination et le gouvernement (TSCG) Dévaluer l'euro pour revenir à la parité initiale avec le Dollar. Sortir du FMI, de la Banque mondiale et de l'OTAN. ..

'L'UE on la change ou on la quitte' ...

-Benoît HAMON Parti socialiste

'Synthèse entre les partisans du oui et du non au référendum de 2005 sur la constitution, Il réclame une réorientation de l'UE. Mutualiser une partie des dettes souveraines européennes. ..

-Nicolas DUPONT-AIGNAN Debout la France

Rétablir une souveraineté monétaire. Permettre aux parlements nationaux de s'opposer Aux décisions européennes. Dénoncer les traités européens.

-Jean LASSALLE Résistons !

Décréter un moratoire sur la dette française. Interrompre la négociation des traités de libre-échange..

-Philippe POUTOU Nouveau Parti anticapitaliste

S'affranchir des normes budgétaires européennes. Rejeter tous les traités de libre-échange...

Néanmoins, on observe actuellement en Allemagne fois à la veille des élections un nouveau phénomène : Depuis septembre 2016 un mouvement populaire « Pulse of Europe » a vu le jour, d'abord à Francfort/M., qui mobilise chaque premier dimanche d'un mois dizaines de mille personnes pour des manifestations publiques « Oui à l'Europe ».. Jusqu'à maintenant trente villes allemandes ont participé à ce type de rallye nouveau en faveur de l'Europe.

En France, jusqu'aux élections présidentielles des démarches similaires ont eu lieu.

Il est surprenant que les problèmes émanants de l'afflux massive des réfugiés – dont le nombre dépasse depuis 2015 en Allemagne largement le chiffre d'un million avec des conséquences lourdes pour le budget et la sécurité – semblent de rentrer seulement tard dans la période 'chaude' des campagnes électoraux des partis politiques allemands.

Ceci étant dit, nous sommes maintenant curieux d'écouter la perspective du nouveau Député du Calvados M. Christophe Blanchet sur le rôle de la France actuelle dans l'adaptation nécessaire des structures de l'Union Européenne.

Il sera suivi par une présentation sur le rôle du monde associatif franco-allemand par M. Hans Herth, représentant la société civile, en l'occurrence de la Fédération des Associations franco-allemandes pour l'Europe (FAFA).

Ensuite notre ami Bernard Deladerrière, Vice-Président du Mouvement Européen France, élaborera ses vues sur l'avenir de l'Europe en face des nombreuses vicissitudes actuelles.

Sommaire de l'intervention de M. Christophe Blanchet

Afin d'éviter un cumul de mandats publiques M. Christophe Blanchet a annoncé qu'il a abandonné son mandat d'Adjoint du Maire de Merville-Franceville et a présenté Mme. Francine Lelièvre, présente dans la salle, qui va désormais exercer cette fonction au Conseil Municipal.

1. Dans son intervention M. Blanchet a s'efforcé de réitérer les grandes lignes de la conception Macron : Dans la campagne électoral il a été le seul candidat à avoir promu l'Europe et son développement.

- Accord plutôt bon avec l'Allemagne mais à condition de respecter les critères de convergence économiques dont le retour en dessous des 3% ⁸,

⁸ Les critères de convergence (ou « critères de Maastricht ») stipulent que les pays membres de l'Union européenne appartenant à la zone euro doivent impérativement respecter ces règles sous peine d'avertissements puis de sanctions. Ces critères furent établis lors du traité de Maastricht, signés par les membres de l'Union européenne le 7 février 1992, dans le cadre de la mise en place de l'Union économique et monétaire européenne. Ils limitent le déficit public inférieur à 3 % du PIB.

ce qui explique les 'tours de vis' imposés surtout au budget de l'Armée en 2017.

- Tout faire pour que le tandem Merkel / Macron insuffle les futures visions européennes dont les budgets, les dépenses militaires cohérentes (développement d'un avion de chasse en commun), la protection des frontières et la maîtrise des flux d'immigrés, faciliter les gains de productivité en sachant que les syndicats allemands ne sont pas comparables aux syndicats français même si certains s'en rapprochent.
 - Communiquer beaucoup mieux sur le positif décidé par l'Europe et ne pas laisser les médias aux mains des Insoumis ou au FN qui ne prêchent que du négatif.
2. La supériorité de la productivité française avant 2000 qui s'est traduite par une économie qui se portait bien sous le gouvernement Jospin a été complètement inversée par 2 faits majeurs :
- La France a lancé les 35h de travail par semaine qui a coûté à l'économie nationale environ une baisse de compétitivité de l'ordre de 4% (7 à 8% de hausse des coûts salariaux)
 - L'Allemagne a dans le même temps réussi de combler son déficit de compétitivité en appliquant le plan Schroeder.⁹

En 15 ans malgré la crise 2008 où la France a mieux résisté grâce aux « salaires sociaux », on peut constater les éléments fondamentaux que sont le chômage et les déficits. Qui a appliqué la bonne stratégie?

3. Sur le plan du budget de l'armée la rupture de la parole française en Afghanistan lorsque le Président Hollande a rapatrié les troupes françaises un an avant l'engagement de retrait, a complètement déstabilisé le maillage territorial avec en potentialité le retour des Talibans. Il n'a rien écouté et des proches du comité stratégique militaire de la citadelle de Lille avaient prédit que pendant la période Hollande plus aucun pays aiderait la France s'il s'avérait nécessaire d'intervenir dans le monde. C'est ce qui a été appliqué et nous avons pu constater la solitude de la France en Afrique dans la zone subsaharienne, Mali... Le coût de ces interventions n'a pas été partagé par les autres pays dont l'Europe qui ont sans doute supporté des surcoûts en Afghanistan au départ prématuré de la France. Avec un nouveau Président cela peut s'inverser.

Intervention de M. Hans Herth

Vers plus d'Europe : le rôle du monde associatif franco-allemand.

La perspective, de notre point de vue associatif franco-allemand, sur l'état actuel de l'Europe et son avenir peut paraître limitée. Néanmoins, s'il est évident que la construction de l'Europe procède d'abord de l'unisson franco-allemand, ausculter l'état

⁹ Gerhard Schröder, Chancelier allemand de 1998-2005, a engagé d'importantes réformes du marché de travail parfois impopulaires et qui n'en ont pas récoltés les fruits politiques. C'est l'actuelle Chancelière Angela Merkel qui en profita, avec un marché de l'emploi particulièrement compétitif et un taux de chômage actuel de 5,9% très bas.

d'avancement de l'Europe, passe aussi par l'examen de la qualité et l'intensité de la relation franco-allemande dont nous sommes les témoins très directs et intimes.

L'expérience quotidienne du franco-allemand de la société civile est riche d'enseignements et permet de prendre la pleine mesure de ce qui manque quotidiennement au tandem franco-allemand et à l'Europe.

Cela dit, notons quand même l'exceptionnelle interconnexion franco-allemande, unique au monde, tant aux plans politiques (avec un dialogue permanent entre les deux gouvernements) et administratifs qu'à ceux des grands projets et organismes communs, sans oublier la vitalité de la coopération entre les deux économies et les échanges multiples entre citoyens (jumelages de villes, d'écoles, d'associations diverses, professionnelles, culturelles, économiques, mémorielles,...)

A côté de ce "verre à moitié plein", il faut pourtant avoir conscience qu'il reste à résoudre quelques problèmes majeurs. En particulier, si l'amitié est réalisée, il persiste toujours une ignorance fondamentale réciproque de la façon dont l'autre fonctionne.

D'une certaine manière, la relation franco-allemande n'est pas aussi "naturelle" que celle qui lie les Français à leurs cousins latins. Un fossé profond sépare toujours Français et Allemands et, à bien y regarder, ceux-ci sont les premiers vrais étrangers que les Français rencontrent en quittant leur hexagone.

Or, si pour se fabriquer un avenir, il faut d'abord savoir d'où l'on vient, l'avenir commun franco-allemand en Europe souffre de cette absence de savoirs partagés sur nos passés respectifs, autant de trajectoires particulières qu'il nous faudra pourtant savoir faire converger et assembler.

L'ignorance de ce qui a formaté les Allemands d'aujourd'hui se nourrit non seulement de nombreux clichés, mais aussi d'une indifférence, voire d'un refus. Au fond, il n'y a pas de "demande sociale" d'allemand et d'Allemagne.

Cela conduit les Français à tout ignorer du passé politique allemand, des formes de gouvernement qui ont créé sa tradition et son "âme politique" profondément fédéraliste. Si pour les Français la succession des Rois français fait partie du récit national, ils ignorent l'existence des 54 Rois de Germanie qui, avant d'être couronnés Empereurs, étaient élus par le *Reichstag* (la Diète), cette assemblée toute puissante du Saint Empire Romain dont la partie germanique formait une sorte de Républiques aristocratique.

Cette unité régaliennne allemande - dont se souvenaient les Républicains allemands de 1848 – était aussi un règne fédéral, qui unissait des grands Ducs, des Princes de l'église, les chevaliers et les Républiques des Villes d'Empire.

C'est elle qui est à l'origine du système fédéral de l'Allemagne d'aujourd'hui :

- 16 Länder que les Français comparent à bien à tort à leurs régions, alors que ce sont des Etats,
- Trois *Bundesstädte*, trois villes capitales fédérales (Bonn qui a gardé, entre autres, le siège de 6 ministères fédéraux, Karlsruhe et sa Cour Constitutionnelle, à côté de la *Bundeshauptstadt*, la capitale fédérale Berlin),
- Quatre Nations reconnues (le Danois, les Sorabes, les Roms et... les Allemands)
- Six *Corporations de Droit Public* qui sont autant d'Etats à souveraineté (très) limitée pour faire fonctionner les services publics des différentes Eglises, un statut inventé

pour donner aux églises non catholiques l'équivalence de la souveraineté limitée que l'état universel du Vatican exerce dans ses évêchés en territoire germanique.

Pour les Français, formatés par près de quinze siècles d'unitarisme centralisateur, ce système fédéral de l'Allemagne, hérité d'une longue histoire qui commence en l'an 911 peut paraître totalement extravagant et surréaliste.

La notion de fédéralisme et le principe de subsidiarité qui le sous-tend échappent à la conscience politique française. Souvent le mot même de *fédéralisme* est diabolisé parce que synonyme d'une certaine dilution des Nations d'Europe dans une sulfureuse "*Europe des Régions*". Mais, même si acceptation du Fédéralisme européen il y a, elle s'accompagne rarement de la capacité d'en donner une définition exacte.

La différence entre d'une part le fédéralisme allemand (ou suisse, ou autrichien, etc.) et, de l'autre, l'unité française, elle procède de deux définitions radicalement différentes de la souveraineté politique et du peuple. Pour les Français la souveraineté première - et unique - est celle du *Peuple*, un ensemble indivisible appelé *Nation*, placé au-dessus de ses composantes individuelles. Pour un citoyen de pays fédéral, la souveraineté des institutions résulte plutôt d'un abandon partiel de la souveraineté des individus citoyens (*Bürger*) au profit de collectifs locaux, qui à leur tour cèdent une part de leur souveraineté partielle à des regroupement territoriaux (Länder ou Cantons), eux-mêmes obligés de s'en remettre à une Fédération nationale qui réalisera ce que le Land ne saurait réaliser à lui seul.

Pour les Allemands, "Peuple" n'est pas une figure abstraite, mais la masse des individus aux intérêts convergents et/ou divergents, traversée des jeux politiques de groupes opposés et/ou parallèles qu'il faut savoir arbitrer, pour trouver des compromis et construire du consensus (*).

Dans le vécu politique des Allemands, tous ces compromis fédéraux, que la France centralisatrice a progressivement éliminés de son système politique, ont été expérimentés depuis l'aube de leur histoire "consciente" et le sont encore aujourd'hui quotidiennement.

Si, dans la réalité démocratique, les deux systèmes sont bien sûr comparables, dans les représentations politiques des deux côtés du Rhin, la divergence est profonde. Et, pour ce qui est de la notion d'Europe, elle se situe chez les Allemands dans le droit prolongement logique de leur Fédération, alors qu'elle signifie pour la Nation unitariste française un abandon paradoxal, plus ou moins douloureux, plus ou moins inacceptable, de sa souveraineté indivisible.

Or, qui peut concevoir la construction de l'Europe autrement que de manière fédérale ? Une Nation indivisible européenne, quant à elle, est inimaginable.

Si l'on veut donc faire avancer l'idée européenne en France, il faudra bien faire sauter un jour ce verrou mental "unitariste" qui s'oppose à la compréhension claire et raisonnée de ce qu'est une construction fédérale.

On peut alors faire le pari que l'Europe sera (presque) faite quand les Français auront compris le fédéralisme. Pour aider à télécharger dans la perception politique des citoyens français le "logiciel" fédéral, nécessaire au bon fonctionnement de compromis européens et la construction du consensus européen, la meilleure pédagogie serait de leur faire connaître le fonctionnement de leurs voisins ainsi que l'histoire dont sont issus leur système et leurs comportements politiques (**). Parce qu'ils anticipent, à leur manière, une construction fédérale plus large, à l'échelle démocratique

européenne. "*Unis dans la diversité*", la devise européenne, serait également aux yeux des Allemands une bonne synthèse de leur propre existence politique.

Dans ce travail de transfert de compétences se situe un des points principaux du rôle "culturel" de nos associations franco-allemandes. C'est dans les échanges entre citoyens Français et Allemands que l'on pourra probablement "programmer" des formes de transmission d'un savoir et d'un savoir-faire fédéral.

(*). Le mot "Volk" dérive de la racine "Fülle" (full) et renvoie au caractère plénier d'une assemblée. Le mot "populus" dérive lui aussi d'une racine qui désigne le plein, la plénitude. Le concept primitif de plénier correspond à la définition politique de l'ensemble des votants dans les anciennes assemblées des communautés antiques (cités et terroirs). Dans les pays latins le concept de "populus" a progressivement dérivé, avec la construction de l'Etat et de l'Empire, vers la désignation d'une catégorie de la population qu'il convient de bien gouverner.

(**) Y compris ceux des périodes erratiques dont le souvenir ne sera pas perdu avant longtemps

Intervention de M. Bernard Deladerrière

La construction européenne est enracinée dès le début dans la relation franco-allemande. Winston Churchill dans son fameux discours prononcé le 19 septembre 1946 à l'université de Zurich avait déjà préconisé : « *Le premier pas vers la création de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires.* ». Robert Schuman, dans sa Déclaration du 09 mai 1950, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, dans le Traité de l'Élysée du 22 janvier 1963, ont souligné cette « *étape indispensable sur la voie de l'Europe unie, qui est le but des deux peuples...* ». Les présidents et chanceliers suivants ont tous repris, avec des fortunes diverses, cet engagement constant qui a permis, entre autres, les élargissements successifs, la création de la Commission européenne, du Parlement européen, de la monnaie unique, les bases d'une Europe sociale et d'une citoyenneté européenne (cf. la « Charte des Droits fondamentaux de l'U.E. »).

Mais trop de tergiversations, de promesses non tenues, de déclarations incantatoires non suivies d'effets ont trop souvent témoigné le « manque d'ambition franco-allemande », comme l'a dénoncé récemment Guy Verhofstadt, ex-Premier Ministre belge. Pour lui, la France et l'Allemagne doivent convaincre les opinions publiques pour aller plus loin dans l'intégration européenne et y entraîner leurs partenaires.

C'est cette voie que semble vouloir prendre le nouveau Président de la République, Emmanuel Macron, qui a fait de la poursuite de la construction de l'Europe un élément prioritaire de son programme, contrairement à tous les autres candidats. La Chancelière allemande, soulagée, comme la grande majorité des Allemands, d'avoir vu écartés les candidats eurosceptiques, voire europhobes, semble disposée à une certaine bienveillance envers la France qui s'engage à revenir « dans les clous » des traités européens.

Mais il faudra sans doute des pas symboliques et concrets plus importants pour entraîner les populations des deux États, au-delà des nombreuses vicissitudes actuelles (le *Brexit*, Poutine, Trump, la Syrie, les réfugiés, la Hongrie, la Pologne...). Le développement et la prospérité de l'Afrique, comme l'indiquait Robert Schuman

dans son propos liminaire à la Déclaration du 09 Mai 1950, devraient constituer le fondement d'une politique européenne visionnaire conduite par le tandem franco-allemand remis « en marche ». Cela redonnerait du sens et du souffle à cette relation trop longtemps négligée. Il y faudra sans doute de la volonté, de la ténacité....et des actes, mais c'est la condition essentielle pour assurer aux générations à venir la paix, la stabilité et le progrès en Europe et dans le monde.

Remarques de clôture de Mme. Nicole Mabire



Photo © H. Christiane

En nom de la section de Cabourg du Mouvement Européen France Mme. Mabire a remercié les orateurs pour leurs interventions si riches en substance. Elle a exprimé son admiration du fait qu'il a été possible d'organiser cette table ronde importante avec un délai de préparation de seulement quelques jours.

La Présidente Nicole Mabire a clôturé la séance en exprimant sa gratitude à tous ceux qui ont contribué au débat et aux participants nombreux de la réunion pour leur présence.